

## **Compte rendu de la cinquième (5<sup>ème</sup>) réunion du Comité Mixte de l'Accord de Coopération Scientifique et Technologique Algérie-Union Européenne**

---

La 5<sup>ème</sup> réunion du Comité Mixte de l'Accord de Coopération Scientifique et Technologique Algérie-Union Européenne s'est tenu, par visioconférence, le 20 Mars 2023, sous la co-présidence de M. Said Meziane, Directeur de la coopération avec l'Union Européenne au Ministère des Affaires Étrangères et de la Communauté Nationale à l'Étranger de la République Algérienne Démocratique et Populaire et Mme Maria Cristina Russo, Directrice de l'approche globale et coopération internationale en recherche et innovation à la Direction Générale de la Recherche et de l'Innovation de la Commission Européenne.

La Directrice Russo a ouvert la réunion pour la partie européenne en remerciant les participants d'avoir accepté de participer à cette Comité malgré les délais serrés, et se réjouit de la tenue de cette réunion comme une occasion importante pour réfléchir ensemble à la manière d'enrichir les perspectives de coopération futures entre l'UE et l'Algérie, au niveau bilatéral comme au niveau régional, dans le cadre du partenariat de longue date que nous avons avec la Méditerranée dans le domaine de la Recherche et de l'Innovation, qui est pour l'UE une priorité.

La directrice Russo a d'ailleurs mentionné la question de l'Approbation du PV de la 4<sup>ème</sup> réunion du JSTCC du 30 Novembre 2020 qui a été envoyé seulement à la veille de la réunion et sera analysé dans les meilleurs délais.

Dans ses mots d'ouverture Mme la directrice Russo a tenu à mentionner que la semaine dernière, le haut représentant/vice-président Josep Borrell était en audience avec le Président Abdelmadjid Tebboune pour sa première visite en Algérie, pendant laquelle il n'a pas manqué de souligner que l'Algérie est un partenaire stratégique de l'Union européenne, et un acteur incontournable dans notre voisinage commun.

Mme la Directrice a voulu aussi souligner que l'Algérie, et plus en général les Pays d'Afrique du Nord d'Europe du Sud ont été/sont assez impliqués dans la rédaction et la finalisation de l'Agenda Innovation UA-UE, y compris avec des représentants 'très impliqués dans le "groupe de travail ad-hoc de l'Agenda Innovation » qui rapporte au Bureau du Dialogue Politique de Haut Niveau (HLPD) UA-UE sur Science, Technologie et Innovation.

En fin, elle a exprimé le souhait de l'UE de voir l'Algérie exprimer pleinement son potentiel en matière de recherche et innovation et prendre la place qu'elle mérite en termes de participation aux programmes cadre de recherche et d'innovation en cours et futurs.

M. Said Meziane, Directeur de la coopération avec l'Union Européenne au Ministère des Affaires Étrangères et de la Communauté Nationale à l'Étranger de la République Algérienne Démocratique et Populaire a tenu à saluer les participants et le remercier pour la tenue de la réunion. Concernant la question du PV de la 4<sup>ème</sup> réunion a tenu à souligner l'engagement à le rédiger dans les plus brefs délais et l'envoi à la partie européenne pour commentaires.

M. le Directeur s'est félicité de la tenue de cette réunion et a confirmé tout l'intérêt de l'Algérie aux initiatives EU et a une coopération accrue mettons en valeur toutes les importantes initiatives menées en ce sens, à niveau national par l'Algérie dans le domaine de la Recherche et innovation et notamment la mise à niveau des systèmes de recherche, universitaires etc. y inclus le lancement d'initiatives spécifiquement visé à faciliter la coopération internationale de centres de recherches Algériennes avec l'UE.

### **SESSION SUR LE DÉVELOPPEMENT RÉCENT EN MATIÈRE DE STI ALGÉRIE**

Pour l'Algérie Mme Chader Samira, DCEU/MESRS/République Algérienne Démocratique et Populaire a présenté la Stratégie Algérienne sur la coopération dans la R&I, tout en soulignant que, en accord avec la politique nationale visant à la rénovation de la gouvernance pour plus de performance et de transparence et tel que transcrit dans le plan d'action du gouvernement 2021 – 2024, le ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique algérien a entrepris un

chantier de réformes structurelles et réglementaires profondes et a élaboré à cet effet un Plan d'Actions Sectoriel qui porte sur six (06) axes principaux, à savoir, l'amélioration de la qualité de la formation universitaire à travers entre autre la révision du cadre législatif régissant le secteur de l'Enseignement Supérieur et la révision de la carte de formation universitaire ; l'amélioration de la qualité de la recherche scientifique à travers la création des incubateurs et l'accompagnement des porteurs de projets innovants pour la création des start-up et des maisons d'entrepreneuriat ; l'activation des dispositifs de transfert des résultats de recherche vers le secteur socioéconomique et d'autres initiatives avec la finalité de mettre en place et garantir à l'enseignement supérieur et à la recherche scientifique les conditions d'un libre développement scientifique, innovant et créateur de richesse pour un meilleur positionnement à l'international.

Elle a aussi présenté un certain nombre d'actions dans le cadre de son ouverture davantage à l'international notamment entre autres d'encourager la démarche de jumelage des établissements universitaires et de recherche algériens avec leurs homologues étrangers, renforcer l'attractivité des établissements d'enseignement supérieur algériens, vis-à-vis des étudiants internationaux de différents pays (mobilité entrante), et à tous les cycles de formation et a travers la mise en place d'une stratégie de coopération internationale dans le cadre des Masters et doctorats internationaux (co-diplomation, double diplôme, autres). Mme Chader a mentionné la nécessité d'accompagner les EESR dans l'adhésion à l'initiative Afrique du programme Horizon Europe.

En fin, elle a aussi voulu souligner l'importance stratégique pour le pays du programme IPTICAR pour une meilleure visibilité des EES algériens à travers la mise en place des cellules de suivi pour la mise en œuvre des programmes internationaux par établissement, et pour augmenter les capacités institutionnelles à travers les TAIEX et les SIGMA.

Pour l'UE, Nienke Buisman Cheffe d'Unité, Commission européenne, DG RTD a présente brièvement l'Approche globale à la R&I, ainsi que le dialogue multilatéral sur les principes et valeurs dans la R&I et les deux plateformes de Dialogue régional sur la R&I dans le cadre de la coopération avec l'UpM et le Dialogue Politique de Haut Niveau en matière de STI au sein de l'UA-UE.

Mme Buisman a invité la partie algérienne à rejoindre les prochains ateliers sur « l'Egalité des Genres » et « la Science Ouverte » (respectivement les 4 et 25 avril 2023), organisés dans le cadre du Dialogue Multilatéral sur les principes et les valeurs de la R&I que nous avons lancé en juillet 2022 pour réfléchir ensemble sur les principes et les valeurs de la R&I.

En outre, a présenté la coopération au niveau régional dans les deux principales plateformes de dialogue régional sur la R&I dans le cadre de la coopération avec l'UpM et le dialogue politique de haut niveau sur la STI au sein de l'UA-UE et mentionné la participation active de l'Algérie à PRIMA.

Alessandro Calabro', conseiller politique Méditerranée, Commission européenne, DG RTD a présenté Horizon Europe comme vecteur de la coopération EUROMED, en particulier les détails techniques de l'initiative Méditerranée sur le programme de travail Horizon Europe 2023-2024 avec 32 appels à propositions encourageant la participation des entités méditerranéennes.

Une intervention s'est également concentrée sur les initiatives existantes pour améliorer l'accès aux infrastructures de R&I, et il a été souligné la forte dimension internationale des infrastructures de recherche dans le contexte du partage de l'accès aux données scientifiques, des exigences d'interopérabilité, de l'union des forces pour relever les défis mondiaux.

## **CONDITIONS-CADRES DE LA COOPÉRATION DANS LA R&I**

Pour l'Algérie, M Hamza Merhabet Direction Générale de la Recherche Scientifique et du Développement Technologique/MESRS République Algérienne Démocratique et Populaire a présenté une session sur les autres moyen de financement de la Recherche soulignant que le MESRS participe dans plusieurs programmes internationaux de recherche avec l'Union Européenne avec un co-financement.

Ce financement est dédié aux établissements algériens publics ou privés disposant d'une structure de R et D. Le financement se faisait à travers le Fond National de la Recherche Scientifique et du Développement Technologique. Après sa clôture, la nouvelle formule de financement permet également de prendre en charge des projets de coopération internationale. M Merabhet a souligné que les co-financements plus importants ont été jusqu'à présent : PRIMA 20 Millions d'Euros (2 M/an) Et LEAP RE, 1 Million d'Euros

M. Sohail LUKA – conseiller politique de la Commission européenne, DG EAC, a présentée l'action MSCA: études doctorales, mobilité, formation et carrières des chercheurs avec un focus sur la participation de l'Algérie qui a été deçà de son potentiel. Le message principale a été qu'il est nécessaire de sensibiliser les chercheurs algériens, le secteur privé et les administrateurs de la recherche aux différentes actions des MSCA et de les informer tout au long des différentes étapes de participation. En ce sens, DG EAC est prêt à apporter son soutien aux journées d'information, aux sessions de formation ou aux événements de mise en réseau lorsqu'ils sont organisés. La DG EAC, a présenté les opportunités sur les études doctorales, la mobilité, la formation et les carrières des chercheurs en mettant l'accent sur la participation de l'Algérie qui a été en deçà de son potentiel et elle se tient prête à s'engager activement dans des journées d'information, des sessions de formation ou des événements de mise en réseau lorsqu'ils sont organisés par les Algériens.

Mme Chader Samira DCEU/MESRS a pris la parole pour mentionner que mise à part les mobilités appréciables réalisées dans le cadre du programme ERASMUS+, les actions en rapport avec l'amélioration de la participation des EESR algériens dans le cadre MSCA est certes en deçà des attentes. Cette faible participation sera corrigée avec la signature récente de la convention de financement du programme IPTICAR "Internationalisation Program of The Innovation Capacity And Research" et sa prochaine mise en œuvre. Les opérations relatives à ce programme sont en bonne voie de mise en œuvre avec la délégation de l'Union Européenne à Alger puisque la première réunion a eu lieu le 6 février 2023 et a conclu au choix du jumelage institutionnel comme outil d'intervention pour l'exécution du programme IPTICAR. Le cahier des charges pour l'appel d'offre international est en cours d'élaboration par la DUE.

Mme Angela Atzori, Chef de section, Commission européenne, DG NEAR Chef de section, Commission européenne, DG NEAR a présente brièvement les activités de NEAR pour le renforcement des capacités-coopération bilatérale sur le R&I. La DG NEAR/ DUE en Algérie, a présenté le programme "IPTICAR" ("Programme d'appui à la politique d'internationalisation de la Recherche et de l'Innovation") qui durera 48 mois avec une contribution maximale de l'UE de 5M d'euros avec l'objectif de soutenir le Ministère de de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique (MESRS) dans les réformes engagées en intégrant les enjeux d'innovation et d'ingénierie des projets européens et en valorisant la recherche algérienne dans l'espace européen de la recherche et de l'innovation avec un plan d'action ciblant quatre impacts : i) Gouvernance ; ii) Participation à l'espace R&I européen ; iii) Classement international de l'enseignement supérieur ; iv) Classement international de la recherche et de l'innovation.

Pour l'Algérie, M. Tassalit Djillali Direction Générale de la Recherche Scientifique et du Développement Technologique/MESRS, République Algérienne Démocratique et Populaire, a présenté les activités dans le cadre du renforcement des capacités-coopération bilatérale surtout concernant la mobilité des étudiants, des enseignants et des chercheurs mais aussi au niveau de renforcement des capacités d'innovation et plus particulièrement des capacités entrepreneuriales, notamment la création des startups, tout en soulignant qu'il s'agit aussi de mettre en place un programme de coopération Inter-Universitaires et entre les centres de recherche, promouvoir des relations institutionnalisées entre les départements et les centres de recherche des universités, etc.

Pour l'UE, Mme Agnes Robin, Chef de section, Commission européenne, DG RTD a présente les initiatives en faveur de l'amélioration de l'accès aux infrastructures R&I. Le message principale

concerne les possibilités d'accéder aux infrastructures de recherche européennes (IR) avec le soutien d'Horizon Europe. A cette présentation la partie Algérienne a répondu, avec une présentation de Mme Ayoudj Fatima Direction Générale de la Recherche Scientifique et du Développement Technologique/MESRS. République Algérienne Démocratique et Populaire, qui a délinéé un Cartographie des Infrastructures Algérienne, qui inclus les laboratoires de recherche, les centres de recherche ainsi que la création de 42 incubateurs au sein des établissements universitaires et de 54 incubateurs en cours de création et 16 plateformes au sein des établissements universitaires et de recherche.

## **LES AXES PRIORITAIRES ET EXEMPLES DE COOPÉRATION**

Pour l'UE, M Vincenzo Lorusso et M Alessandro Calabro', Commission européenne, DG RTD sont intervenu au sein du débat sur la question de la sécurité alimentaire, respectivement concernant l'UE-UA Partenariat en R&I sur FNSSA, LEAP4FNSSA et le Partenariat PRIMA. La priorité Sécurité alimentaire et nutritionnelle et agriculture durable (FNSSA) est financée conjointement par l'Europe et l'Afrique. La plate-forme LEAP4FNSSA a comme objective à long terme d'assurer une meilleure collaboration entre l'Afrique et l'Europe dans la FNSSA. Concernant PRIMA, les autorités algériennes sont actives et engagées dans le développement de l'initiative. L'Algérie a engagé 20 millions d'euros en faveur du programme PRIMA et affiche de bons résultats.

Pour l'Algérie Mme Samira Chader DCEU/MESRS/République Algérienne Démocratique et Populaire, a pris la parole pour insister sur l'importance de PRIMA et pour souligne que La DGRSDT représentant le MESRS participe à ce programme depuis le 1er appel en 2018 avec un financement total de 20 millions d'euros, à savoir 2 M Euros par an.

Sur le thème de la sécurité énergétique pour l'UE, M Philippe Schild, Commission européenne, DG RTD est intervenu pour souligner la forte coopération avec l'Algérie dans le domaine de la R&I dans les énergies renouvelables et expriment le souhait de renforcer et d'étendre cette coopération dans un avenir proche lorsque cela est possible. En réponse pour l'Algérie M. Sellami Mokhtar Conseil National de la Recherche Scientifique et des Technologies (CNRST) de la République Algérienne Démocratique et Populaire a quant à lui présenté le programme LEAP-RE. Il a souligné que le programme s'aligne sur les objectifs spécifiques de la feuille de route pour un partenariat de recherche et d'innovation UA-UE sur le climat financé conjointement le changement climatique et l'énergie durable (CCSE) adopté par le comité de haut niveau UE-UA Dialogue politique (HLPD) sur les STI. LEAP-RE s'est fixé des objectifs de haut niveau parmi lesquels :

- démontrer l'efficacité et l'attractivité de la programmation conjointe et des appels et créer les conditions d'un partenariat à long terme dans les ER ;
- contribuer à la production de nouvelles connaissances, innovations, technologies, produits et/ou Services dans le domaine des énergies renouvelables.

M Sellami a insisté sur les faiblesses et les besoins de soutien en termes de renforcement des Capacités notamment, pour accompagner les chercheurs dans la candidature aux appels à projets par exemple à travers des formations de formateurs dédiés. En ce sens Il a insisté sur la nécessité d'un participation accrue dans le Programme Cadre de Recherche et d'Innovation Horizon Europe.

Sur le thème de la digitalisation, la DG CONNECT a présenté l'initiative D4D Hub qui est le canal politique conjoint Afrique-UE sur le numérique et supervise les projets Innovation Hubs pour mettre en synergie nos réflexions mais aussi pour soutenir les initiatives les plus pertinentes pour soutenir la numérisation des pays partenaires. Un autre projet présenté était les écosystèmes numériques : le projet AEDIB qui vise à mettre en place un réseau de centres d'innovation numérique africains et européens (Digital Innovation Hubs - DIH) afin de renforcer les écosystèmes d'innovation numérique communs à l'Afrique et à l'Europe où le développement de solutions conjointes est facilité.

En réponse, pour l'Algérie, Mme Chader Samira en remplacement de M Heraguemi Kamel Eddine (Direction des réseaux et du développement numériques) /MESRS République Algérienne Démocratique et Populaire a présenté les actions du ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique (MESRS) qui est déterminé à faire du numérique le pilier central de toute activité pédagogique, de recherche ou de gouvernance dans les institutions universitaires et dans son administration centrale. Néanmoins et pour bien cibler la réussite de cette entreprise, l'objectif soulève bien des interrogations qui demandent des réponses sans équivoques et bien ancrées dans une vision qui s'inscrit dans le long terme, permettant l'intégration efficace du numérique dans l'enseignement et la formation, la recherche et dans pour des œuvres universitaires modernes, complètement versées dans la prise en charge réelle de l'étudiant.

A l'effet de numériser toutes ces composantes, le ministère de l'Enseignement supérieur et de la recherche scientifique a élaboré le Schéma Directeur du Numérique (SDN), sur la base de la vision stratégique du secteur sur une période définie de 24 mois.

A cet égard, il apparaît nécessaire pour le ministère de porter une stratégie forte du développement du numérique dans un contexte marqué par une série de défis, parmi lesquels :

- Le défi des œuvres universitaires, occupées par la prise en charge d'une massification étudiante importante qui l'empêche par moment d'aborder la réflexion de sa modernisation, -
- Le défi des disparités d'accès à Internet et à la technologie numérique. La mise en place de cours en ligne lors de la pandémie du Covid-19 a davantage révélé des lacunes, avec parfois l'absence d'ordinateur et/ou une connexion internet défectueuse,
- Le défi du développement d'une culture du numérique et des conditions nécessaires pour y parvenir,
- Le défi d'accompagnement des enseignants afin de les aider à faire évoluer leurs pratiques pédagogiques, et à maîtriser les nouveaux outils numériques,
- Le défi du développement des infrastructures pour soutenir toutes ces transformations,
- Le défi de l'amélioration de l'administration pour piloter avec efficacité toutes les activités des institutions.

Le plan d'actions du SDN/MESRS est décliné en 07 axes stratégiques, 16 programmes stratégiques, 102 actions opérationnelles pour atteindre les 12 enjeux stratégiques listés ci-après et en enfin mettre en place les 46 plateformes numériques au service des acteurs du département de l'enseignement et de la recherche.

Les enjeux stratégiques du MESRS sont ainsi qu'il suit :

1. Ressources et acquisition des compétences numériques
2. Infrastructures performantes et sécurisées
3. Le numérique comme un soutien à la formation et de sa visibilité.
4. La réussite et l'insertion professionnelle de l'étudiant
5. Une recherche visible, qui crée de la valeur
6. Le recours à l'intelligence artificielle
7. La rénovation pédagogique et les nouvelles formes d'appropriation du savoir
8. Modernisation de la société (Formation tout au long de la vie)
9. Modes de formation et les contenus multimédias
10. Le système d'information
11. La dématérialisation et la numérisation
12. Visibilité, attractivité de l'établissement et relations nationales et internationales

À ce jour, 23 plateformes ont été mises en application ce qui représente 50% de l'objectif tracé, en attendant la réalisation des 23 autres plateformes.

Le MESRS a atteint 50% de son objectif en l'espace de 6 mois au lieu de 12 mois et prévoit de mettre en place les 46 plateformes bien avant l'échéance annoncé. Ceci dénote de l'importance donnée à ce projet et confirme le potentiel technique et opérationnel des acteurs de la numérisation de notre pays.

Enfin, concernant l'Innovation et transfert technologique (thème transversal) Mme Cherfaoui Maya pour l'Algérie Direction Générale de la Recherche Scientifique et du Développement Technologique/MESRS, République Algérienne Démocratique et Populaire a débattu sur les mécanismes existantes de promotion de l'innovation et du TT Collaboration université-entreprise et a souligné la présence de 55 équipes mixtes de recherche, ainsi que 203 Programmes nationaux de recherche avec des objectifs claires de création de réseaux thématiques de recherche inclus des projet de texte sur la mise en place de la thèse de doctorat en entreprise.

## **CONCLUSIONS OPERATIONNELLES**

- Réitérer le souhait de voir l'Algérie renforcer la participation de ses chercheurs dans le programme-cadre, comme elle a très bien su le faire dans les plateformes régionales telles que PRIMA et d'enrichir les perspectives de coopération futures entre l'UE et l'Algérie, au niveau bilatéral comme au niveau régional, dans le cadre du partenariat de longue date que nous avons avec la Méditerranée dans le domaine de la Recherche et de l'Innovation ;
  - Renforcer ultérieurement l'implication de l'Algérie dans la rédaction et la finalisation de l'Agenda Innovation UA-UE, y compris avec des représentants 'très impliqués dans le "groupe de travail ad-hoc de l'Agenda Innovation » qui rapporte au Bureau du Dialogue Politique de Haut Niveau (HLPD) UA-UE sur Science, Technologie et Innovation ;
  - Renforcer les conditions générales pour que l'Algérie puisse exprimer pleinement son potentiel en matière de recherche et innovation et prendre la place qu'elle mérite en termes de participation aux programmes cadre de recherche et d'innovation en cours et futurs ;
  - L'Algérie a confirmée tout l'intérêt de l'Algérie aux initiative EU et a une coopération accru mettons en valeur toutes les importantes initiatives menées en ce sens, a niveau national par l'Algérie dans le domaine de la Recherche et innovation et notamment la mise à niveau des systèmes de recherche, universitaires etc. y inclus le lancement d'initiatives spécifiquement visé à faciliter la coopération internationales de centres de recherches Algériennes avec l'UE.
  - Remercier la partie algérienne pour sa participation active à ce comité mixte, remercier les collègues.
-